

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Libye : incertitude autour de la présidentielle !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Une grosse incertitude plane autour de l'élection présidentielle en Libye. La campagne électorale de l'élection présidentielle n'a toujours pas débuté, alors que 2,5 millions d'électeurs sont censés se rendre aux urnes dans neuf jours, le 24 décembre. Pis, la liste définitive et officielle des candidats n'a toujours pas été dévoilée par la Haute commission nationale électorale (HNEC), alors qu'elle devait être annoncée au plus tard quinze jours avant la date du scrutin. Sa publication a même été reportée sine die, le 11 décembre, par la HNEC, qui est sous le feu des critiques. Un scrutin censé être l'aboutissement d'un interminable processus politique parrainé par l'ONU, après la décennie de chaos qui avait suivi la chute du régime du colonel

Kadhafi en 2011, et de luttes fratricides entre deux camps rivaux, l'un dans l'Ouest et l'autre dans l'Est.

Ce n'est pas tout, puisqu'à quelques jours du scrutin, la loi électorale ne fait toujours pas l'unanimité dans le pays. Un texte qui n'a pas été voté par le Parlement, mais directement ratifié par son chef, Aguila Saleh, un allié de l'un des principaux candidats, le maréchal Khalifa Haftar qui contrôle de facto l'est et une partie du sud de la Libye.

«Il est évident que ces élections sont très compromises au vu de la situation politique, légale et sécuritaire en Libye, constate Hafd al-Ghwel, spécialiste de la Libye et chercheur auprès du Foreign Policy Institute (FPI) de l'Université Johns Hopkins, à Baltimore, interrogé par France 24. Le climat n'est pas rationnellement propice pour organiser des élections de ce type, et les principaux candidats ne semblent pas prêts à participer à un scrutin d'une manière sérieuse et loyale.»

Outre le maréchal Khalifa Haftar et le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah, Seif al-Islam Kadhafi, le fils de l'ancien dictateur Mouammar Kadhafi, recherché par la Cour pénale internationale (CPI) pour «crimes contre l'humanité», fait également partie des dizaines de candidats à la présidentielle. Sa candidature avait été rejetée dans un premier temps, pour non-conformité avec la loi électorale, avant d'être finalement acceptée.

«La communauté internationale a fait pression ces derniers mois pour que le scrutin se déroule à la date prévue sans prendre en compte la réalité sur le terrain, conclut-il. Je pense que si jamais l'élection est organisée dans un tel contexte, il ne faudra pas s'attendre à ce qu'elle apporte de la stabilité, mais bien au contraire, elle risque de compliquer encore plus la situation dans le pays.»



Photo: DR

Pas sûr que les Libyens aillent au vote.

Le Front el-Soumoud entre dans la danse



Les éléments du groupe armé ont pris en otage le siège du conseil des ministres.

JO
Libreville/Gabon

Les affrontements ont eu lieu durant la nuit de mercredi à hier, mais les forces chargées de la sécurité des bâtiments officiels se sont retirées pour éviter que la situation s'envenime. Des dizaines de véhicules militaires et des hommes armés appartenant à cette brigade se rassemblent depuis hier matin

16 décembre dans le centre-ville de la capitale et sur la route de la corniche.

Salah Badi, chef milicien proche des frères musulmans et représentant l'aile la plus dure de cette mouvance, n'en est pas à son premier coup de force. Déjà en 2014 il avait mis ses hommes dans la rue pour dénoncer les résultats des élections législatives. Frappé depuis par des sanctions des États-Unis et

du Conseil de sécurité de l'ONU, il annonce cette-fois-ci vouloir tout essayer pour faire échouer l'élection présidentielle, toujours prévue officiellement le 24 décembre prochain. Dans une vidéo diffusée peu avant l'attaque de Tripoli, il est apparu armé aux poings menaçant tous ceux qui sont au pouvoir et qui sont favorables à la tenue du scrutin. Pour lui, les dirigeants actuels sont des « traîtres, des agents ennemis et des racailles ». Il a menacé de fermer toutes les institutions de l'État qui, selon lui, servent les pays étrangers plus qu'ils ne servent La Libye.

Il a également dénoncé la conseil-lère spéciale du secrétaire général de l'ONU, l'américaine Stéphanie Williams qui, affirme-t-il, est restée silencieuse face à l'attaque de Tripoli menée, il y a deux ans, par Khalifa Haftar après un feu vert américain. Stéphanie Williams était justement ce mercredi à Misrata où elle s'est réunie avec des responsables civils et militaires « qui sont pour la solution politique » a-t-elle écrit sur Twitter.

Photo: DR

Brèves

CÔTE D'IVOIRE : LE DIALOGUE POLITIQUE SE PRÉCISE

Le gouvernement a convié hier 21 formations politiques pour relancer un dialogue à l'arrêt depuis un an. Patrick Achi est le troisième Premier ministre en trois ans à convoquer ces discussions initiées en 2019 et qui entrent dans leur cinquième phase. Les prochaines échéances électorales ce sont les élections locales dans deux ans. Hier, il s'agissait davantage d'une prise de contact. Il faudra encore attendre la semaine prochaine pour entamer les débats.

MALI : SOUMEYLOU BOUBÈYE MAÏGA SORT DE PRISON

L'ancien ministre Soumeylou Boubèye Maïga est hospitalisé depuis mercredi dernier. « Rien de très grave » selon ses proches, mais son état de santé a justifié qu'il soit transféré dans une clinique de Bamako. L'ancien ministre de la Défense et Premier ministre est en détention à la Maison centrale d'arrêt de la capitale malienne depuis fin août. Il est inculpé pour des affaires de corruption liées notamment à l'achat de l'avion présidentiel en 2014.